

Tenue neutre exigée pour les élus

Genève ▶ «Débat d'idées, pas d'habits.» Après le dépôt d'un projet de loi du PLR Jean Romain au Grand Conseil, son collègue de parti Simon Brandt dépose un «copié-collé» au Conseil municipal de la Ville de Genève. Les deux libéraux-radicaux veulent que l'expression des élus, en séance plénière, soit exclusivement orale, que leur tenue soit neutre et qu'elle ne soit pas le prétexte à la manifestation d'une opinion philosophique, politique ou religieuse, ni le prétexte à la diffusion de slogans ou messages commerciaux.

Pour Jean Romain, qui préside le Grand Conseil, c'est la suite logique de l'adoption par le peuple de la loi sur la laïcité, contesté en justice – interdit aux élus le port de signes extérieurs religieux. «Au parlement, on ne doit pas pouvoir s'exprimer en brandissant des affichettes de journaux, comme Eric Stauffer le faisait parfois.» Par «tenue neutre», le député entend aussi que l'habillement respecte la fonction d'élu et la population qui suit les débats à la tribune ou à la TV, en évitant toute habillement «dé-

penaillé». «Je ne veux pas imposer le costume cravate, mais un short, ça ne va pas.»

Simon Brandt, lui, invoque plusieurs incidents qui exigeraient de réglementer l'habillement. Dernier en date, l'expulsion du conseiller municipal Laurent Leisi (indépendant) qui portait un gilet jaune, en référence au mouvement social français. On se rappelle aussi de Maria Pérez et de Tobia Schnebli (Ensemble à gauche) qui s'étaient affublés respectivement d'un foulard et d'un turban. Ces élus avaient, dans les deux cas, été remis à l'ordre par le président au motif qu'ils perturbaient l'ordre.

«On peut se demander sur quelle base légale M. Leisi a été expulsé», interroge Simon Brandt. Il n'y en avait pas. Si on ne réglemente pas, n'importe quel élu pourrait venir déguisé n'importe comment, par exemple en Dark Vador. De quel droit le lui interdirait-on?»

Pour le député socialiste Sylvain Thévoz, ex-conseiller municipal, «ces projets vont beaucoup trop loin en corsetant la liberté d'expression. Au parle-

ment britannique, les députés se lèvent, brandissent des textes, on permet cette agitation qui est le propre du débat politique, tout le contraire de la neutralité et de la bien-pensance.» Il craint aussi une uniformisation: «Un élu ouvrier qui viendrait avec son bleu de travail, pourquoi pas? Les parlements doivent refléter la diversité de la population, notamment sociale. De toute façon, aucun habit n'est neutre. Le costume est la marque de la classe dominante et aisée, la chemise blanche le reliquat du clergé et de l'aristocratie.» Sylvain Thévoz demande: «Qui jugera de ce qu'est une tenue neutre et adéquate?»

«C'est la même discussion que sur les signes religieux ostentatoires, il faut juste faire appel au bon sens», balaie Jean Romain. Simon Brandt, lui, convient qu'il ne livre pas une recette clé en main. Contrairement à Jean Romain, dont il a signé le projet de loi en tant que député, le short ne lui pose pas forcément problème. Voilà qui promet de longues discussions dans les commissions.

RACHAD ARMANIOS

«Je ne veux pas imposer le costume cravate, mais un short, ça ne va pas»

Jean Romain

La ville de Sion dépose plainte après Sion-GC

Valais ▶ Le match de football interrompu entre Sion et Grasshopper du 16 mars dernier en raison des violences de certains supporters «ultras» zurichois a des conséquences juridiques: la ville de Sion a décidé de porter plainte contre inconnu pour dégâts matériels.

Les auteurs des actes n'ont pas encore été identifiés

Le **rencontre** comptant pour le championnat suisse de football avait été interrompue à la 55^e minute au stade de Tourbillon. Des fans de GC avaient lancé à plusieurs reprises des engins pyrotechniques sur la pelouse en plein match.

«La ville de Sion, en tant que propriétaire du stade de football, a déposé une plainte contre inconnu la semaine passée pour

dommages à la propriété», a indiqué le chef de la communication de la police cantonale valaisanne Markus Rieder, confirmant une information de la *SonntagsZeitung*. La police avait en outre déjà ouvert une procédure judiciaire du fait que les infractions à la loi sur les explosifs sont des délits automatiquement poursuivis, rappelle M. Rieder.

Selon le journal dominical alémanique, qui cite la Swiss Football League, les auteurs de ces actes n'ont pas encore été identifiés. Des images de caméras à haute résolution du stade ainsi que diverses photos ont été mises à disposition de la police, selon la *SonntagsZeitung*.

Les Sauterelles risquent déjà très gros au niveau sportif: le match sera certainement donné gagnant 3-0 pour Sion sur le tapis vert, le club écoperait sans doute d'une amende considérable, sans compter peut-être des matchs à huis-clos voire des points de pénalité au classement.

ATS

Parler sérieusement – et avec humour – de la santé sexuelle des femmes ayant des rapports sexuels avec des femmes. Tel est le but de l'enquête INFO FOUFFE 2019, ouverte jusqu'au 30 avril

L'humour pour parler des sexualités

XENIA VILLIERS

Santé sexuelle ▶ Jusqu'au 30 avril, les femmes ayant des rapports sexuels avec des femmes (FSF) pourront participer à une enquête en ligne sur la santé sexuelle¹. La campagne lancée par les associations Les Klamydia's, VoGay et Lilith a obtenu le soutien des associations LGBTIQ+ de Suisse romande.

«C'est fondamental que l'approche reste ludique. L'angle humoristique permet d'attirer les participants», explique Camille Béziane, responsable de l'association Les Klamydia's.

«Informer sur les fouffes sans tabou», c'est un pari que Les Klamydia's relèvent régulièrement. En 2017, l'association a lancé le jeu Lez Game adressé aux FSF de tous âges. Le principe: explorer la sexualité entre femmes tout en apprenant sur l'anatomie et la santé. Le projet INFO FOUFFE 2019 vise quant à lui à disposer de données sur la santé sexuelle des FSF. Les personnes trans* et intersexes sont incluses.

Pas de prévention ennuyeuse

L'espace public est investi de multiples messages sexuels hétéronormés, mais peu de lieux sécurisés existent pour discuter de santé sexuelle avec respect et bienveillance. «Nous souhaitons aborder de nombreuses thématiques autour de la sexualité ou de l'attirance. Parler aussi d'émotions, de sentiments, dans un cadre où le rire permet de libérer le discours. On ne veut pas faire de la prévention en-nuyeuse.» L'éducation sexuelle scolaire peut constituer un tel espace. Ces cours font partie intégrante des plans d'études cantonaux, mais les périodes sont rares et n'abordent – pour la majorité – pas les questions essentielles de santé sexuelle des FSF, selon Camille Béziane. «Le contenu du discours dépend aussi de l'éducateur ou



Avec le jeu Lez Game, l'association Les Klamydia's cherche à informer avec humour et par des moyens ludiques sur les questions de sexualité. DR

LEVER L'INVISIBILITÉ SOCIALE DES LESBIENNES

Noémie Schorer, lauréate du Prix genre 2018 de l'université de Genève pour son travail sur l'invisibilisation sociale des lesbiennes dans les institutions de la santé sexuelle, souligne le choix politique du titre de l'enquête. «Le mot 'fouffe' évite de catégoriser. Toutes les personnes ayant une fouffe sont appelées à témoigner et pas seulement celles qui se définissent comme femmes. Le nom de l'enquête est certes humoristique. Mais le message qu'il transmet est fort: les femmes cis ne sont pas les seules qui doivent être sensibilisées.»

La lauréate souligne le rapport ambigu qu'entretiennent les membres de la communauté LGBTIQ+ avec le corps médical. Stigmatisés par les campagnes de prévention du VIH, utilisés comme des cobayes pour tester des traitements à la fin du XX^e siècle, ils voient leur confiance ébranlée. «Je pense que l'humour permet de dédramatiser mais surtout de dé-

médicaliser la problématique pour ouvrir la parole.» Une interrogation persiste: pourquoi le secteur médical, les chercheurs, les politiques publiques et même les intervenants dans les cours d'éducation sexuelle semblent si désintéressés par les relations entre femmes? Pour la lauréate, le tabou serait inscrit dans les représentations occidentales de la sexualité. Historiquement, le pénis est l'épicentre de l'activité charnelle souvent réduite à la pénétration. «Dans cette perspective, la sexualité entre femmes reste un impensé social qui se reflète dans la faible quantité des recherches menées sur cette population», analyse Noémie Schorer. «Et sans recherche, il ne peut y avoir de prévention.» conclusives. La visibilité LGBTIQ+ est donc un premier pas pour aboutir à des politiques de santé publique inclusives. Une visibilité garantie avec le bouche-à-oreille suscité par INFO FOUFFE 2019. xvs

de l'éducatrice. Des personnes sont plus sensibilisées que d'autres ou moins à l'aise pour des raisons qui leur appartiennent.»

Recherches scientifiques lacunaires

Le tissu associatif romand s'est saisi de cette question pour combler les lacunes des programmes nationaux en matière de santé sexuelle. Au sein du programme national VIH et autres infections sexuellement transmissibles, les FSF sont cantonnées à une note de bas de page, alors qu'un axe d'intervention inclut spécialement les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH). «On peut comprendre leur démarche, notamment, si on regarde la prévalence du VIH dans ce groupe cible. Ce qui est plus dérangeant, c'est qu'il n'y ait pas de prévention spécifique aux FSF qui sont concernées par les autres infections sexuellement transmissibles.»

«Nous souhaitons aborder de nombreuses thématiques autour de la sexualité ou de l'attirance»

Camille Béziane

Les résultats d'INFO FOUFFE 2019, permettront de mener une action collective des associations LGBTIQ+ de Suisse romande. En ligne de mire: l'Office fédéral de la santé publique, les institutions de prévention cantonales ou tout autre organe compétent pour résoudre les problématiques qui ressortiront de l'enquête. 1

¹<https://info-fouffe.ch>